

Concours : Ecole Nationale de la Magistrature 2ème concours

Epreuve : Composition de droit pénal et procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le choix de la peine pour les personnes majeures

"Le justiciable doit pouvoir connaître les raisons qui ont amené le juge à choisir telle ou telle solution et éventuellement les contester". La Cour Européenne des Droits de l'Homme affirme, dans son arrêt du 3 décembre 1986, l'importance pour le justiciable de comprendre le raisonnement du juge pour parvenir à la décision prononcée. Le principe de motivation de la décision de culpabilité est aujourd'hui pleinement inséré au droit français. Face aux évolutions récentes du droit de la peine, la faculté pour le justiciable de comprendre la peine prononcée à son encontre est un enjeu nouveau du droit pénal.

La peine est la punition qu'une loi pour sanctionner un comportement défini et réprimé par cette même loi. Elle est prononcée par un juge ou un tribunal à l'encontre d'un individu lorsque la preuve du comportement fautif de celui-ci a été établie.

La question du choix de la peine prononcée implique pour l'autorité plusieurs options. Elle s'oriente vers l'une et renonce

aux autres pour répondre à la finalité de la peine. La latitude dans le choix et la finalité de la peine pour les personnes majeures ont fortement évolué au cours des dernières siècles. Ainsi, le juge d'Ancien Régime disposait d'un large pouvoir d'appréciation de la peine pouvant être prononcée, allant jusqu'à l'arbitraire. La Révolution Française, en réaction et sous l'influence de Beccaria, a strictement encadré le rôle du juge pénal par le principe de légalité des délits et des peines et un système de peine fixe. La rigidité de celui-ci conférait au juge la fonction de "bouche de la loi" voulue par Montesquieu. Le Code pénal napoléonien puis les évolutions législatives des 19^e et 20^e siècles ont peu à peu redonné une liberté d'appréciation de la prononciation. Celle-ci s'est accentuée avec l'enrichissement du sens de la peine sous l'influence de l'École de Défense sociale nouvelle développée par le Professeur Ancel. D'une vision purement punitive et dissuasive la peine a progressivement pris en compte la situation personnelle, sociale et familiale du délinquant pour favoriser son relèvement et éviter la récidive.

Dans cette dynamique, le juge a retrouvé, une latitude importante pour évaluer et prononcer la peine la plus adaptée, latitude accentuée par le législateur créateur permanent de normes relatives à la peine, parfois contradictoires. La loi du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et au renforcement de l'efficacité des sanctions affirme cette évolution du sens de la peine et supprime les peines planchers instaurées quelques années auparavant et

limitant la liberté d'appréciation du choix de la peine par le juge. Cette liberté du juge dans le choix de la peine, associée aux interventions du législateur dans le fond du droit de la peine, créant de nouvelles peines alternatives interroge sur la vivacité actuelle des principes de légalité de la peine et d'égalité des citoyens devant la loi.

Dans quelle mesure, la norme pénale actuelle encadre la liberté de choix de la peine par les personnes majeures, accordée au juge au nom du principe d'individualisation de la peine ?

Si la liberté du choix de la peine accordée au juge pénal est un principe établi au nom de l'individualisation (I) la justification du choix de la peine renforcée récemment apparaît comme une garantie contre l'arbitraire (II).

I. La liberté du choix de la peine par le juge au nom du principe de l'individualisation

La liberté du choix de la peine au nom du principe de l'individualisation, établie par la jurisprudence avant d'être reconnue par le législateur, a été progressivement reconnue à d'autres membres de l'Autorité judiciaire (A). Dans le même temps, le législateur a opéré une vaste diversification des choix offerts (B).

A. Une liberté du choix de la peine ancrée et partagée au sein de l'Autorité Judiciaire

La liberté du choix de la peine induite par le principe récemment reconnu par le législateur d'individualisation de la peine (loi du 15 août 2014) est fermement ancrée dans le droit pénal français. En effet, la Cour de Cassation reconnaissait déjà au juge pénal, dans un arrêt de la Chambre Criminelle du 5 octobre 1977, une "faculté discrétionnaire" quant à l'application de la peine dont il ne doit aucun compte. De même, la Chambre Criminelle dans un arrêt du 19 décembre 1996, affirmait que la détermination de la peine par les juges, dans les limites prévues par la loi, relève d'une faculté dont ils ne doivent aucun compte. Ainsi, la Cour de Cassation n'exigeait aucune justification du choix opéré par le juge. Elle ne contrôlait que le respect par le juge du principe de légalité de la peine en s'assurant que la peine prononcée était prévue préalablement par le législateur.

Dans le même temps, le législateur a étendu cette faculté de choix en ne le limitant pas au seul juge prononçant la culpabilité du délinquant. En effet, il a ouvert cette opportunité au juge d'application des peines et au procureur de la République. Ainsi, le juge d'application des peines, dans le cadre des pouvoirs qui lui sont dévolus par les articles 712-1 et suivants peut modifier le choix de la peine prononcée par la juridiction de jugement lorsque celle-ci prononce une peine d'emprisonnement inférieure à 2 ans, en vertu de l'article 132-25 du Code Pénal. Le juge d'application

Concours section : 2e concours d'accès

Epreuve matière : Composition PENAL

N° Anonymat : DBJPB243 SF

Nombre de pages : 12

Concours : Ecole Nationale de la Magistrature 2ème concours

Epreuve : Composition Droit pénal et Procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



dispose d'un choix certain pour aménager cette peine.
Le législateur a, également, dans la loi du 9 mars 2004 créant la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, accordé au procureur de la République le droit de proposer une peine, si la personne mise en cause reconnaît en présence d'un avocat, sa culpabilité. S'il ne peut prononcer lui-même la sanction et doit transmettre la proposition de peine pour homologation à un juge du siège, les pouvoirs restreints de celui-ci dans le choix de la peine lorsqu'il contrôle la proposition font du procureur de la République le véritable initiateur de la peine prononcée dans le cadre de la CRPC.

d'autre part, la liberté de choix de la peine par le juge s'est accompagnée dans le même temps d'une véritable diversification des peines pouvant être prononcées, marginalisant la peine d'emprisonnement jusqu'alors centrale

N°

5/10

B. Une diversification manifeste des peines pouvant être prononcée au détriment de la peine d'emprisonnement

Aux traditionnelles peines maximales d'emprisonnement et d'amende encourues intégrées aux textes d'incrimination, le législateur a développé un droit de la peine concurrent et alternatif. Le choix de la peine s'est ainsi largement diversifié par la création de peines nouvelles alternatives à l'emprisonnement ou par la multiplication des peines de substitution. Ainsi, la loi du 15 août 2014 a créé la peine de contrainte pénale, se positionnant dans l'échelle des peines correctionnelles détaillée à l'article 131-3 du Code Pénal juste après l'emprisonnement. Cette peine s'ajoute aux nombreuses alternatives dont dispose le juge pénal dans le choix de la peine : travail d'intérêt général, sursis simple ou avec mise à l'épreuve.

De même, le législateur a multiplié les possibilités pour le juge pénal de substituer une autre peine à l'emprisonnement pour les délits punis d'emprisonnement, généralement moins grave. Ainsi, l'article 131-5-1 du Code pénal permet à la juridiction de prescrire à la place de l'emprisonnement, du stage de citoyenneté. L'article 131-6 du Code pénal permet également de prononcer dans les mêmes conditions une peine restreinte de liberté.

* * *

La diversification des peines encourues élargit le choix offert au juge pénal et l'éloigne de l'automatisme de la peine d'emprisonnement. Le législateur impose de plus en plus une justification du recours à la peine de prison ferme

obligeant le juge pénal à motiver son choix alors qu'il disposait jusqu'alors d'un pouvoir discrétionnaire

II La motivation du choix de la peine par le juge comme garantie contre l'arbitraire

Si cette motivation du choix de la peine n'est pas nouvelle en matière correctionnelle, elle s'est aujourd'hui intensifiée (A). Alors que la motivation de la peine par la Cour d'Appels était exclue, elle est rendue aujourd'hui obligatoire sous l'influence du Conseil Constitutionnel

A. L'intensification de la motivation du choix de la peine par le tribunal correctionnel

La multiplication des peines alternatives à la prison oblige le tribunal correctionnel à motiver spécialement toute peine d'emprisonnement sans sursis. Ainsi l'article 132-19 du Code pénal invite le juge pénal à ne recourir à la peine de prison ferme qu'en dernier recours, si la gravité de l'infraction et la personnalité de l'auteur rendent cette peine nécessaire et si toute autre sanction est manifestement inadéquate. L'alinéa 3 oblige le juge prononçant une peine d'emprisonnement sans sursis et non aménagée à motiver spécialement sa décision. Celle-ci fait l'objet d'un contrôle par la Cour de Cassation qui sanctionne toute motivation absente ou trop

légère. Ainsi la Chambre Criminelle dans un arrêt du 4 mai 2016 sanctionne une motivation trop légère. Elle rappelle cependant dans une décision du 29 novembre 2016 que cette motivation porte sur le refus du sursis et de l'aménagement de peine et non sur la nécessité de la prison ferme. Cette même exigence de motivation s'étend également au choix des peines d'amende. La Chambre Criminelle a rappelé dans un arrêt du 1^{er} février 2017 que le juge pénal devait justifier le montant de la peine en tenant compte des ressources et charges de la personne condamnée.

Le choix de la peine par le juge doit se justifier aujourd'hui par la réalité de la situation des délinquants. Le Conseil Constitutionnel a étendu cette obligation de justification de la peine à la Cour d'Assises.

B. L'obligation nouvelle de motivation de la peine par la Cour d'Assises.

Jusqu'alors l'article 365-1 du Code de Procédure pénale ne prévoyait pas d'obligation de motivation de la peine prononcée par la Cour d'Assises. La décision reposait sur l'intime conviction des magistrats et des jurés. La loi du 10 août 2011 a ouvert la voie à une motivation de la décision de la Cour d'Assises. Cependant, la jurisprudence de la Cour de Cassation restait très stricte sur son refus de motivation

Concours : ENM 2^{ème} Concours

Epreuve : Composition droit pénal et procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



de la peine. Ainsi, elle n'hésitait pas à censurer un arrêt d'assises motivant le choix de la peine (Crim 8 février 2017). Elle a cependant transmis une question prioritaire de constitutionnalité remettant en cause l'article 365-1 du Code de Procédure pénale et plus encore la lecture qu'en faisant la chambre Criminelle. Dans une décision du 2 mars 2019, le Conseil Constitutionnel invalide l'article 365-1 du CPP en ce qu'il ne prévoit pas la motivation du choix de la peine par la Cour d'Assises et invite le législateur à légiférer pour apporter des garanties suffisantes contre l'arbitraire du choix de la peine criminelle. La loi du 23 mars 2019 a complété cet article et imposé la motivation de la peine.

Face à la latitude importante dont dispose aujourd'hui le juge pénal dans le choix de la peine au nom du principe de l'individualisation de la peine, la motivation de la peine apparaît comme une garantie contre l'arbitraire d'une décision. Elle permet de s'assurer que le choix effectué s'inscrit dans la réalité du délinquant pour que

N°

9/10

celui-ci selon les vœux de la CEDH la compresse et en recense la conteste.

L'avenir de la motivation dépasse le choix de la peine. Cette évolution s'inscrit dans une volonté plus globale de rendre la justice plus accessible, compréhensible. La Cour de Cassation a

N°

.../...

N°

.../...